

PROJET D'APPUI AUX ELECTIONS EN CÔTE D'IVOIRE (PACE)

Bulletin d'informations trimestriel
Août-Octobre 2020

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



COMMISSION ÉLECTORALE
INDÉPENDANTE



P
N
U
D

Au service
des peuples
et des nations



<https://rci.pace.ec-undp-electoralassistance.org/>

A propos du projet d'appui aux élections en Côte d'Ivoire (PACE)

➤ BREVE DESCRIPTION DU PROJET

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) apportent une assistance au renforcement de la crédibilité, de l'inclusivité et de la transparence du processus électoral au travers des principaux acteurs nationaux impliqués. En plus de la Commission Électorale Indépendante (CEI), principale bénéficiaire de l'assistance électorale, sont pris en compte le Gouvernement, les institutions publiques, les partis politiques, les Organisations de la Société Civile (OSC), les médias, et la population ivoirienne, en particulier les femmes, et les jeunes, les groupes sous-représentés ou marginalisés. Les actions proposées par le projet ont pour finalité de permettre une conduite efficace, efficiente et pérenne d'un processus électoral libre, transparent, crédible et inclusif, conformément aux standards internationaux.

Le projet fait suite aux conclusions de la Mission des Nations Unies d'évaluation des besoins électoraux (NAM) en Novembre 2019, consécutives à la requête du Ministère des affaires étrangères de la République de Côte d'Ivoire (RCI). Le projet a été développé dans le but de prendre en compte toutes les recommandations de la NAM. Il est en cohérence avec le cadre de l'assistance technique du PNUD au gouvernement de la RCI et procède également de la volonté des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) d'accompagner le cycle électoral 2020/2021 et de contribuer à la réalisation des activités liées au processus de recensement, à l'organisation des élections présidentielle et législatives.

La mise en œuvre de l'assistance technique et financière s'articulera autour des composantes suivantes :

- **Composante I – Appui au dialogue et à la prévention - gestion des violences électorales.**
- **Composante II – Appui au renforcement de la communication.**
- **Composante III – Appui au renforcement des capacités.**
- **Composante IV – Gestion et mise en œuvre du projet.**

➤ ETAT D'AVANCEMENT DU PROCESSUS ELECTORAL

Deux étapes importantes méritent d'être soulignées dans le cadre du présent processus électoral.

a) L'opération d'enrôlement des électeurs qui a été organisée du 10 juin au 05 Juillet 2020. La Commission Electorale Indépendante (CEI) a formé et déployé environ 33 500 agents électoraux dans 11.000 centres de collecte et la nouvelle cartographie électorale se présente comme suit :

- **Nombre d'électeurs : 7 495 082 électeurs**
- **Nombre des Lieux de Vote : 10 759 dont 56 à l'étranger,**
- **Nombre des Bureaux de vote : 22 135 dont 246 à l'étranger.**

b) Le 14 septembre 2020, sur 44 candidatures déposées le conseil constitutionnel a retenu quatre pour participer à la présidentielle du 31 octobre 2020. Il s'agit de celles du président sortant Mr. Alassane Ouattara, de l'ancien Président de la République Henri Konan Bédié, de l'ancien premier ministre AFFI N'Guessan et d'un candidat indépendant dissident du PDCI Kouadio Konan Bertin. Cette décision a déclenché des fortes contestations qui prennent à présent la forme d'une crise préélectorale.

Les principales étapes du calendrier électoral sont :

- **L'arrêt de la liste électorale : le 25 septembre 2020.**
- **La distribution des cadres d'électeurs dans les centres de recensement : du 13 au 24 octobre.**
- **La campagne électorale : du 15 au 29 octobre 2020.**
- **La proclamation des résultats provisoire par la CEI: entre le 1^{er} et le 5 novembre 2020 ;**
- **La proclamation des résultats définitifs par le conseil constitutionnel : entre le 5 et le 20 novembre 2020.**

Les partenaires apportent leur contribution au Projet d'Appui aux Elections (PACE) mis en œuvre par le PNUD

Après les contributions de la République fédérale d'Allemagne, le Japon et la France, Laurent d'Ersu, chargé d'affaires de l'Union européenne, et Carol Flore-Smrecznik, représentante résidente du PNUD, ont signé, le mardi 25 août, la convention de contribution de l'Union européenne au Projet d'Appui aux Elections (PACE), mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le Développement.

Ce projet a pour objectif principal d'accompagner la Commission électorale indépendante (CEI) et de soutenir les efforts nationaux en vue de l'organisation d'élections transparentes, crédibles et paisibles en Côte d'Ivoire.

L'appui de l'Union européenne, d'un montant de 656 millions de FCFA vise spécifiquement à soutenir le renforcement de la communication à travers des campagnes de sensibilisation, destinées en particulier aux femmes et aux jeunes, sur les opérations électorales et la participation au processus électoral.

La contribution de l'UE servira également à renforcer les capacités des acteurs impliqués dans l'organisation des grandes étapes du processus électoral. Cet appui porte aussi sur la transparence, pour permettre à la CEI de mieux communiquer sur les résultats, y compris par la publication des résultats provisoires bureau de vote par bureau de vote.



Convention de contribution de l'Union européenne au Projet d'Appui aux Elections (PACE)

L'appui de l'UE au projet d'assistance technique électoral PACE s'inscrit dans une approche d'accompagnement du processus électoral dans son ensemble, qui inclut également un soutien important aux organisations de la société civile. Cela se traduit, par exemple, dans la mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce afin de prévenir la violence électorale ainsi que par l'animation de plateformes de dialogue entre jeunes ou encore la formation de journalistes.

Mis en œuvre par le PNUD, le Projet d'Appui aux Elections en Côte d'Ivoire est le cadre à travers lequel les partenaires au développement apportent leur soutien au processus électoral en Côte d'Ivoire. Le projet renforcera :

- (i) le dialogue et la prévention des conflits électoraux,
- (ii) la communication et l'information,
- (iii) des capacités des acteurs électoraux
- (iv) la mobilisation des ressources nécessaires.



Convention de contribution du Japon au Projet d'Appui aux Elections (PACE)

Opérationnalisation de la plateforme de l'alerte précoce et la coordination des réponses autour des risques de violence liés aux opérations électorales

Afin d'appuyer la CEI à intégrer le dispositif d'alerte précoce et de prévention de conflits liées aux opérations électorales, la plateforme de l'alerte précoce et la coordination des réponses autour des risques de violence liés aux opérations électorales a été développée.



L'analyse et l'évaluation des besoins a permis l'établissement des protocoles d'accord entre la Commission Electorale Indépendante (CEI), le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), le Centre National de Coordination du Mécanisme de Réponse à l'alerte précoce (CNCMR), le WANEP, l'Observatoire de la solidarité et de la cohésion sociale (OSCS) et Indigo/NDI.

Le 22 septembre dernier a eu lieu au CMIE, une rencontre sur l'harmonisation des indicateurs de risques pour l'alerte précoce. Y ont pris part les institutions nationales et internationales, les organisations internationales et des ONG impliquées dans le mécanisme d'alerte précoce. Au cours de la rencontre, les participants ont élaboré trois grandes

catégories d'indicateurs sur des risques et des violences. Ces indicateurs ont été transmis au Bureau d'assistance Electorale pour adaptation et intégration dans la plateforme.

Il faut noter que la plateforme informatique pour l'alerte précoce est conçue et intègre les fichiers de données du découpage administratif de la Côte d'Ivoire ainsi que les indicateurs de risques et violences électorales. L'architecture adaptée au contexte permet l'amélioration de la coordination et cohérence de la réponse aux risques et incidents de violence électorale.

Une plateforme d'Alerte Précoce est également conçue pour le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), avec des capacités distinctes d'analyse basée sur les violations des Droits de l'Homme. Celle-ci devrait recueillir des rapports sur la violence électorale qui seront transmis au mécanisme de la CEI pour réponse.

De façon plus précise, les deux plateformes permettront aux deux institutions, d'abord de transmettre des rapports via la plateforme Web, l'application mobile et la passerelle SMS ; ensuite de faire le suivi des rapports en vue de vérifier les incidents, d'analyser la priorité de la réponse ainsi que de visualiser les données ; puis de coordonner la réponse par l'enregistrement des réponses apportées et l'avertissement de l'acteur de la réponse ; enfin elle permettra de faire des rapports après-action, c'est-à-dire, d'enregistrer l'évaluation de la réponse et de fournir une base de données enregistrer les bonnes pratiques.



Visite du PNUD et des partenaires au centre des opérations pour l'alerte précoce et la prévention de la violence électorale

Des agents de veille et d'analyse du centre de coordination de l'alerte précoce formés

Le 14 octobre dernier, les agents de veille et d'analyse du centre de coordination de l'alerte précoce, ainsi que des Chefs d'antenne Régionaux (CAR) ont été formés sur la présentation et l'utilisation de la plateforme d'alerte précoce. La même formation s'est étendue du 16 au 17 octobre à une équipe de la direction informatique de la CEI. Il est à noter que les formations ont eu lieu par visioconférence



Sensibilisation et information sur la gestion du contentieux de la liste électorale



Dans le cadre de l'appui au dialogue et à la prévention et à la gestion des violences électorales, une série d'ateliers de sensibilisation et d'information sur la gestion du contentieux de la liste électorale a été organisée du 21 au 28 août dernier au Centre des Médias et de l'Information Électorale (CMIE). Ce cadre de renforcement de dialogue a permis à la Commission Électorale Indépendante (CEI) d'échanger avec les professionnels de médias, des jeunes et des femmes sur les différents modes opératoires des étapes du processus électoral.



Transparence de la gestion du processus et apaisement de l'environnement électoral : la CEI rassure les parties prenantes

Les 7 et 13 octobre dernier, la CEI en collaboration avec le PNUD a organisé deux ateliers respectivement à Yamoussoukro et Abidjan sur l'organisation du scrutin présidentiel du 31 octobre 2020. Destinés aux principaux acteurs impliqués dans le processus électoral dont le corps préfectoral, les représentants des quatre candidats retenus par le Conseil Constitutionnel, les missions diplomatiques, les partenaires techniques et financiers, les missions d'observation électorale, ces ateliers visaient à renforcer la transparence de la gestion du processus électoral et l'apaisement de l'environnement électoral. Il s'est agi également de mettre à jour les participants sur l'état des préparatifs opérationnels et informer la communauté nationale et internationale sur le dispositif général de gestion du scrutin du 31 octobre 2020.

A la suite des présentations du mode opératoire et le plan opérationnel de sécurisation du scrutin au cours de l'atelier d'Abidjan, plusieurs questions ont été posées par les participants et des réponses fournies par la CEI.

Le président de la CEI a rassuré les participants que toutes les dispositions sont prises pour la tenue du scrutin à la date du 31 octobre 2020 et que la publication sur le site de la CEI des résultats du scrutin bureau de vote par bureau de vote se fera après validation de ceux-ci par la commission centrale.



Prévention des violences liées aux opérations électorales : 876 médiateurs et médiatrices déployés

Après une série de formation du 23 au 26 septembre dernier sur la prévention des violences liées aux opérations électorales et les violences basées sur le genre (VBG), notamment sur l'identification des réponses cohérentes impliquant l'adaptation des opérations électorales, la communication, la médiation, la coordination des réponses avec d'autres acteurs clés du processus électoral, les 876 médiateurs et médiatrices ont été déployés sur l'étendue du territoire.

Il faut noter que les médiateurs sont issus des réseaux des femmes médiatrices d'ONUFEMMES, de l'ONG Indigo, Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion sociale, et des Clubs de la paix de l'UNESCO.



Près de 70 000 membres des bureaux de votes et des commissaires locaux de la CEI formés

Dans le cadre de l'appui au renforcement de capacité du PACE, deux ateliers de formation se sont déroulés le 22 et le 28 mai 2020 pour la révision de la liste électorale et du 5 au 11 août pour le recours sur la liste électorale. Ce sont au total près de 70 000 membres des bureaux de votes et des commissaires locaux de la CEI qui ont été formés notamment sur le contentieux électoral, la gestion des bureaux de vote et la gestion du scrutin.

Les manuels et les Kits de formation ont été produits au profit des commissaires locaux de la CEI, des agents recenseurs et des membres des bureaux de vote. Il s'agit de 4800 manuels de formation sur le contentieux électoral pour tous les commissaires locaux de la CEI, 5000 manuels sur

le mode opératoire de gestion des bureaux de vote par les commissaires locaux de la CEI) et 70 000 manuels de formation pour les membres des bureaux de vote chargés de gérer le scrutin.

Pour la gestion du contentieux de la liste électorale, le projet a produit des documents électoraux ci-après : 300 000 fiches de réclamation, 100,000 fiches d'observation pour le processus de contentieux sur la liste électorale, 5 000 modes opératoires sur le contentieux de la liste électorale, 300 000 fiches de réclamation et 100 000 fiches d'observation pour le processus de contentieux sur la liste électorale.



Une vue de la salle lors de la formation des formateur

40 000 animateurs formés sur le guide de sécurisation des élections

Dans le cadre de la formation de la police électorale, constituée d'éléments des forces de l'ordre en charge de sécuriser démocratiquement le processus électoral. Une formation s'est déroulée du 8 au 9 septembre dernier sur les principes démocratiques et le respect des droits de l'homme en période électorale.

Ce sont 30 formateurs nationaux dont 15 policiers et 15 gendarmes qui ont bénéficié de cette formation. Ces formateurs nationaux ont formé par la suite 996 animateurs relais (620 de la police et 425 de la gendarmerie) sur le guide de sécurisation des élections. Ces animateurs ont ensuite été chargés à leur tour de former plus de 35 000 agents électoraux.

Une 2ème série de formation sur la sécurisation des élections a eu lieu du 19 au 23 octobre dernier sur l'organisation et le fonctionnement d'un poste de commandement et d'une unité interarmes en opération de sécurisation d'élection. Ce sont au total 54 officiers



animateurs de postes de commandement de la Police et de la Gendarmerie Nationales qui ont bénéficié de cette formation.



Mise en place du Centre des médias et de l'information électorale (CMIE)

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante relative au renforcement de la communication et de l'information, un Centre des Médias et d'Information Electorale a été mis en place pour accompagner le processus électoral. Ce centre qui est d'abord un outil de transparence et d'information électorale et joue un double rôle : d'information, de formation et de transparence d'une part, facteur d'apaisement de l'environnement électoral d'autre part.

Depuis son ouverture officielle le 21 août 2020, le CMIE a abrité plusieurs activités d'appui à la mise en œuvre du processus électoral, notamment l'information des populations, des électeurs, des jeunes et femmes, des journalistes ainsi que les parties prenantes.

Quelques activités menées :

- 04 meet Up ont été organisés au CMIE à chaque étape clé du processus.
- 50 visiteurs en moyenne par jour sont reçus.
- 01 Atelier d'élaboration des messages de sensibilisation à la participation démocratique des jeunes et des femmes aux élections et contre les violences pré et post-électorales organisée.
- 01 Séminaire de partage d'expérience sur la lutte contre les Fake news, les discours de haine et la violence électorale organisé.
- 01 Atelier de renforcement de capacité des journalistes : « RÔLE ET RESPONSABILITE DU JOURNALISTE DANS LA PROMOTION D'UN ENVIRONNEMENT APAISE ».
- 01 Atelier de formation pratique sur l'évaluation de l'information « FACT CHECKING ».
- 4 500 supports de communication sont produits pour la visibilité du CMIE et du PACE avec des messages de sensibilisation. Soit 500 blocs note, 500 stylo, 500 tee shirt et polos, 500 casquettes, 500 brochures, 500 chemise à rabat, 500 sacs cabas, 500 cache-nez, 500 porte-clés, 05 kakemonos.
- Les revues de presse quotidienne sont régulièrement élaborées et partagées.



JJ-4

Ça vient molo molo hein les gars tout est déjà prêt pour le gbayément

Invité

M. Méfoua Traoré
Commissaire central à la CEI

Ven. 28 août 2020
16h - 18h

Thème
Élection présidentielle 2020: les jeunes s'interrogent

Sur Civisme2.0



... Pour des élections Apaisées et Inclusives

Theme :
Représentation des FEMMES dans les instances de Gouvernance

SPEAKER : Mme Joséphine Charlotte MAYUMA KALA
Représentante Spéciale du Président de la Commission de l'Union Africaine en CI

Inscrivez-vous par mail : contact.cmie@cei.ci



VEN. 11 SEPTEMBRE 2020
[18h - 20h]

LES MEET'UP DU MEDIA CENTER

Invitation à la rencontre hebdomadaire du centre de Media et de l'Information Electorale

Abidjan – Angré- 7ème Tranche, Près du centre d'épuration de la SODECI

Centre des Medias et de l'Information Electorale



MEET-UP
LE RÔLE DES FEMMES DANS LES MÉDIAS EN PÉRIODE ÉLECTORALE ET EN FAVEUR DE LA PAIX

Animé par Agnès Kraïdy

VENDREDI 16 OCTOBRE 2020
18H00

CENTRE DES MEDIAS ET DE L'INFORMATION ELECTORALE
ANGRÉ 7ÈME TRANCHE FACE AU CENTRE D'ÉPURATION DE LA SODECI

CEI, ONU FEMMES



MEET'UP DU MEDIA CENTER

VENDREDI 18 SEPTEMBRE 2020
De 18h à 20h

SPEAKER :

Honorable Noëlle Marie EKPONON
Députée à l'Assemblée Nationale
Députée de la Circonscription de Tiassalé



Theme :

*Comment devient-on
une FEMME Politique ?*

Sensibiliser les jeunes et les femmes pour un environnement électoral apaisé en Côte d'Ivoire

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en partenariat avec la Commission Electorale Indépendante (CEI), a organisé au Centre des Médias et de l'Information Electorale, du 1er au 3 septembre 2020, l'atelier d'élaboration des messages de sensibilisation en vue d'assurer la participation démocratique des jeunes et des femmes aux élections. Ces messages visent également à instaurer un climat apaisé avant, pendant et après les élections. Ont pris part une trentaine de participants, représentant les parties prenantes du projet d'appui aux élections en Côte d'Ivoire (PACE).



C'est dans une démarche participative entre les sessions plénières et les travaux de groupe, que les participants ont mûri la réflexion sur de nouvelles approches de sensibilisation et des messages clés qui permettront de doter les jeunes et les femmes des valeurs de paix, de la gestion des conflits, de la citoyenneté, du civisme, du dialogue interculturel, de la démocratie, de la non-violence à l'égard des femmes dans les élections (VEFE), pour un bon déroulement pacifique des élections.

A l'issue de l'atelier :

- (i) 118 messages ont été élaborés et classés en huit (08) thématiques ;
- (ii) 05 canaux déterminés pour la diffusion des messages retenus ;
- (iii) 06 supports de communication sélectionnés ;
- (iv) 38 messages proposés à être traduits en langues locales par l'Institut National des Langues ;
- (v) 01 feuille de route de diffusion des messages définie.

Il faut noter que cette activité s'inscrit dans le cadre de l'éducation civique et électorale du PACE, qui constitue un important vecteur dans l'apaisement de l'environnement électoral et à l'accroissement de la participation de toutes les parties prenantes au processus électoral.

A l'ouverture des travaux, M. Said Housseine, Conseiller Technique Principal du PACE a remercié la CEI et les participants pour leur disponibilité. Il a ensuite rappelé le rôle et l'importance qu'ont à jouer les femmes et les jeunes pour le bon déroulement des élections. Le Conseiller Technique Principal a attiré l'attention des participants sur l'éducation civique et électorale qui selon lui constitue l'un des volets les plus importants du PACE.

M. Mefoua Traoré, Commissaire central à la CEI, a remercié le PNUD et tous les partenaires du projet d'appui aux élections en Côte d'Ivoire (PACE) pour leur appui à l'organisation dudit atelier dont les résultats contribueront fortement à la préservation de la paix et de l'intégrité sociale.



Impact de la désinformation en période électorale : Des hommes et des femmes de médias explorent des pistes de solutions

Afin d'accroître la participation démocratique des jeunes et des femmes aux élections et les sensibiliser contre les violences pré et post-électorales, une trentaine de journalistes, blogueurs et représentants des associations des jeunes et des femmes se sont réunis le 10 septembre au Centre des Médias et de l'Information Electorale. Les échanges ont porté sur la lutte contre les Fake News, les discours de haine et la violence en période électorale.

Organisé par le PNUD, en partenariat avec la CEI, avec l'appui technique de l'UNESCO, le séminaire s'est déroulé dans une démarche participative entre les sessions en plénières et les débats. Une série de modules portant sur la mésinformation, désinformation et information malveillante selon l'UNESCO ou encore comment contrecarrer la désinformation pendant le processus électoral, et la vérification de l'information, notamment le Fact checking, a été présentée par les panélistes.

Les échanges fructueux ont permis aux participants d'acquérir les techniques de vérification de l'information, de trouver des pistes de solution afin de contrecarrer la désinformation pendant le processus électoral, mais aussi de prendre



d'avantage conscience de leur rôle majeur dans le processus électoral.

Au terme de l'activité : (i) **30 professionnels des médias ont été informés du processus à suivre dans la production de l'information électorale ; (ii) l'impact et les conséquences de la désinformation ont été discutés ; (iii) Des recommandations et actions concrètes permettant à la population d'avoir accès à des informations fiables, capables d'atténuer les violences ont été identifiées.**

Il est prévu dans les jours à venir l'élaboration par les hommes et femmes des médias, du code de bonne conduite en période électorale. En effet, ce code de bonne conduite est un principe de base qui guidera les journalistes dans leur travail.

Il faut noter que cette activité s'inscrit dans le cadre de l'éducation civique et électorale du Projet d'Appui au Cycle Electoral, qui constitue un important vecteur dans l'apaisement de l'environnement électoral et à l'accroissement de la participation de toutes les parties prenantes au processus électoral.



200 professionnels des médias formés sur leur rôle et responsabilité dans la promotion d'un environnement électoral apaisé

Organisé par l'UNESCO en partenariat avec la CEI et le PNUD du 24 au 28 août 2020 au CMIE, l'atelier de formation sur le rôle et responsabilité des journalistes dans la promotion d'un environnement électoral apaisé avait pour objectif d'outiller les journalistes sur les thématiques liées à la paix, la démocratie, la liberté d'expression et la cohésion sociale.

Cet atelier était animé par le président de l'Observatoire pour la liberté de la presse, de l'éthique et de la déontologie (OLPED, Zio Moussa) et s'est déroulé au Centre des médias et de l'information électorale (CMIE) de Cocody.



A l'issue des travaux, **200 professionnels** des médias ont été formés sur leur rôle et responsabilité dans la promotion d'un environnement électoral apaisé.



Le président de l'OLPED a rappelé aux participants les deux mots clés qui fondent le journalisme à savoir la liberté et la responsabilité et dont ils doivent avoir à l'esprit dans l'exercice de leur profession pour satisfaire les usagers des médias.

« Nous devons être responsables parce que libres et comprendre que nous ne travaillons pas pour une formation politique encore moins pour un homme politique mais pour un chef, un usager des médias. La presse ivoirienne a tous les instruments pour être libres et responsables. Les journalistes ont tous les rudiments juridiques pour bien faire leur travail. Il suffit de lire les documents », a conseillé M. Zio.



Traitement d'informations en période électorale : Des acteurs des médias font des propositions

Prévenir la désinformation, l'incitation à la haine et la violence en période électorale et parvenir à un engagement des acteurs des médias à une meilleure utilisation du digital dans la diffusion de l'information. Tel est l'objectif de l'atelier organisé à Dabou, du 22 au 24 septembre 2020 par le PNUD en Côte d'Ivoire en collaboration avec l'UNESCO et le centre des médias de l'information électorale.



Y ont pris part une trentaine de participants, composés des Directeurs de publication, des responsables de structure de médias, des représentants du groupe des chargés de communication des Nations Unies (UNCG), des blogueurs, et des représentants des associations des jeunes.

Au terme des deux jours de formation, les participants ont renforcé leur capacité sur les techniques de vérification de l'information « Fact checking » ainsi que leur compréhension de l'usage des réseaux sociaux. Ils ont également élaboré

un code de bonne conduite qui sera diffusé très prochainement. Ledit code est un principe de base qui guidera les acteurs de médias dans leur travail en période électorale.

A l'issue des travaux, quelques recommandations ont été formulées entre autres la i) mise en place d'une plateforme de Fact checking, afin d'apporter des réponses fiables en cas de désinformation. Aussi, il urge de ii) former les acteurs de médias sur les attitudes sécuritaires d'un journaliste en période électorale.



Débat : le rôle de la presse en période électorale

Un panel a été organisé sur le rôle de la presse en période électorale, à Dabou le 22 septembre dernier. On notait parmi les panélistes Mme Anne Lemaistre, Représentante et Chef du Bureau de l'UNESCO en Côte d'Ivoire, sa communication portait sur la prescription déontologique pour une couverture médiatique impartiale pour des élections apaisées. Le 2^e panéliste, M. Said Housseine, Conseiller Technique Principal du PACE, pour sa part a entretenu les participants sur les objectifs et les attentes du PACE, M. Francis Domo, Directeur de la presse, à l'Autorité Nationale de la presse (ANP) a expliqué comment contrecarrer la désinformation pendant le processus électoral au regard de la loi. Le 4^e panéliste était M. Souleymane Bamba, Directeur des affaires juridiques de la commission d'accès à l'information d'intérêt public et aux documents publics (CAIDP). Il a évoqué le rôle et les missions de CAIDP, ainsi que les modalités d'accès à l'information. La 5^e panéliste, Mme Indira Domingo, Coordinatrice stratégique du centre des médias et de l'information électorale (CMIE) a informé les participants des services offerts et l'appui du CMIE pour faciliter leur rôle en période électorale. La modération était assurée par M. Yro Olivier, Président de l'organisation des Journalistes professionnels de Côte d'Ivoire.



Au cours des échanges, Madame Indira Domingo, s'est félicitée du constat qu'il y a une conscience en termes de responsabilité et en termes de rôle que jouent les acteurs des médias. « *Vous savez que la population compte énormément sur vous. A ce titre, votre mission d'apaiser ces élections est primordiale* » dira-t-elle. Elle a enfin exhorté les acteurs des médias à contacter le centre de média pour toute information électorale.



M. Said Housseine, a pour sa part édifié les acteurs des médias sur les objectifs du projet électoral, il a ensuite remercié tous les partenaires techniques et financiers qui accompagnent le projet. Aux hommes et femmes des médias, il a rappelé l'importance de l'atelier qui est d'encourager la **vérification des faits avant toute publication**. Le Conseiller Technique Principal s'est dit rassuré de savoir que les acteurs de médias élaboreront un code de bonne conduite, qu'ils appliqueront pour le bon déroulement du processus électoral.

Anne Lemaistre, a invité les journalistes, les communicateurs ainsi que tous les hommes et femmes des médias à **consulter le code de déontologie et à le mettre en application**. En outre, Anne Lemaistre a exhorté les femmes de média à l'implication de l'exercice de la fonction du journaliste au regard de leur droit.



M. Francis Domo, a insisté sur la **déontologie de la presse** à travers le processus de collecte, traitement et de diffusion de l'information.



M. Souleymane Bamba, a réitéré le soutien de son institution aux médias dans le respect de la vérification de l'information



Les échanges ont permis aux participants de mieux s'imprégner de leur rôle et leur responsabilité en période électorale. M. Dapa, a au nom des participants exprimé leur satisfaction quant à la qualité des débats. « Nous remercions le PNUD et tous les PTFs qui appui le PACE, pour l'organisation de cette activité qui constitue un important vecteur dans l'apaisement de l'environnement électoral et à l'accroissement de la participation de toutes les parties prenantes au processus électoral ».



Quelques photos des échanges entre les participants et les panélistes



Formation sur la gestion démocratique des foules en période électorale



Yamoussoukro – Les autorités préfectorales et les commandants des forces de sécurité intérieure chargés du maintien de l'ordre public ont été formés à Yamoussoukro du 7 au 9 octobre dernier, sur la gestion démocratique des foules. Cette formation, est à l'initiative de la commission électorale indépendante (CEI) et le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) dans la perspective d'une présidentielle du 31 octobre apaisée.

L'organisation de cet atelier vise à contribuer au renforcement des capacités des participants en matière de

gestion démocratique des foules, « *en vue d'assurer une bonne coordination de leurs actions sur le terrain, de confirmer la chaîne des responsabilités et de clarifier les rôles de ces parties prenantes dans le cadre du maintien et du rétablissement de l'ordre public* ».

Présent à l'ouverture de l'atelier pour le compte du gouvernement, le directeur de cabinet du ministre de l'Administration et du Territoire, Amani Ipou Félicien, a affirmé que « *le thème tient sa pertinence de ce que nous sommes dans un contexte électoral ouvert pour les formations politiques, les leaders d'opinion multiplient les rassemblements au cours des diverses manifestations pour leurs partisans, et ce, pendant la période préélectorale, électorale et poste électorale* ».

La gestion des masses étant devenue un déterminant de la bonne conduite du processus électoral, c'est pourquoi la Représentante résidente du PNUD a révélé l'appui de son institution à l'élaboration d'un guide synthèse de sécurisation des élections et une fiche réflexe qui seront mis à la disposition des agents des forces de l'ordre engagées dans la sécurisation de l'élection du 31 octobre.

Il faut noter que cet atelier se tient avec l'appui des partenaires du PACE.



15 000 jeunes et femmes sensibilisés pour des élections apaisées dans 6 localités

Dans le contexte de la Côte d'Ivoire, les risques de violences et des conflits intercommunautaires à l'approche des élections restent très élevés. La prolifération des discours de haines et des fausses informations constituent un facteur qui fragilise les efforts visant à promouvoir un environnement électoral apaisé. C'est pourquoi le Système des Nations Unies pour le Développement (SNUD) et les PTF du PACE collaborent avec les OSC nationales notamment les Espaces Amis des Femmes pour organiser des campagnes de sensibilisation à la prévention de l'incitation à la haine et à la violence.

Du 9 au 19 octobre dernier, les « **espaces amis des femmes pour la paix et la cohésion** » a initié les actions de sensibilisations de masse, d'animation des émissions radio en langue locale et de causerie éducative dans six (06) localités du pays, à savoir : **Guiglo, Bayota, Duékoué, Petit Duekoué, Bedy-Goazon et Bouna**, en vue de sensibiliser les communautés pour une participation active et massive aux élections et contribuer à un processus électoral crédible, apaisé et inclusif.



Message de paix en Bété d'un jeune de Bedy Goazon

A l'issue de la campagne :

- 15 000 personnes notamment les femmes et les jeunes des localités identifiées ont été sensibilisées sur les différentes étapes conduisant au vote et à une contribution à un environnement électoral apaisé ;
- 6 000 personnes notamment les femmes, les jeunes, les élus locaux, les leaders communautaires ont été sensibilisées sur la non-violence et les discours de paix en période électorale, dans chacune des régions identifiées ;
- 600 jeunes et les femmes ont été sensibilisés à l'instauration d'un environnement électoral apaisé ;
- 600 jeunes et les femmes ont été informés sur les avantages et la nécessité d'œuvrer pour un environnement électoral apaisé ;
- 1 200 jeunes et les femmes ont été sensibilisés aux procédures de vote et comprennent l'importance de contribuer à la préservation la paix lors des opérations électorales.
- 50 000 hommes, jeunes et femmes ont été sensibilisés sur la prévention de conflit, les dicours de haine, à trvars les émissions radiophoniques, animées en langues locale.

Le déploiement des ONG dans 18 régions

Dans la perspective du lancement de la campagne de sensibilisation sur le vote et pour un environnement électoral apaisé, le Projet a eu plusieurs séances de travail avec la sous-commission sensibilisation, formation et communication de la CEI en vue de définir le cadre et les stratégies du travail avec les ONGs ainsi que leur éventuel déploiement.

Après les procédures d'usage, 18 ONGs ont été retenues par le projet et mises à la disposition de la CEI pour sensibiliser dans 17 des 33 régions que compte le pays.

En raison de sa grandeur, le district d'Abidjan est scindé en deux zones distinctes sur lesquelles deux ONGs sont déployées. En vue de mettre à la disposition des 18 ONGs les outils de travail pour la campagne de sensibilisation sur le terrain, à l'initiative du projet deux rencontres ont eu lieu les 7, 28 septembre 2020 au Centre des médias et de l'information électorale.

Ces rencontres ont permis d'échanger avec les ONGs sur la méthodologie de mise en œuvre de la campagne, mais aussi de recevoir les orientations et attentes de la CEI. Une dernière rencontre avant déploiement s'est tenue au siège de la CEI, présidée par sa vice-présidente dont l'objectif était de présenter le mode opératoire du scrutin et donner les dernières orientations de la CEI aux 18 ONGs retenues par le projet.

La campagne de sensibilisation sur le vote et pour un environnement électoral apaisé a commencé le 10 octobre et prendra fin le 25. Dotées par le PNUD de 750 affiches, de tee-shirts, casquettes et mode opératoire du scrutin, les ONGs sillonnent les quartiers, villages des régions pour sensibiliser les populations.

Le maillage effectué au cours de la rencontre du 7 septembre a permis d'affecter chaque ONG sur une région. Les 17 régions sont choisies sur la base de leur sensibilité. La répartition se présente de la manière ci-après :

N°	ONG	REGION COUVERTE
1	FOUETA	GBEKE (Bouaké, Sakassou et Botro)
2	PAOJ-CI	WORODOUGOU (Séguéla)
3	ONG ODAFEM	TONPKI
4	RAFAA	DISTRICT DE YAMOOUSSOUKRO
5	SR-AFD-CI	LOH-DJIBOUA
6	OIA	MARAHOUÉ
7	LIDHO	SAN-PEDRO
8	UNE IDENTITE POUR TOUS	MORONOU
9	PLATE FORME DES FEMMES POUR GAGNER	N'ZI
10	ICA	DISTRICT AUTONOME D'ABIDJAN ZONE 1
11	COSOPCI	GUEMON
12	AFJ-CI	DISTRICT AUTONOME D'ABIDJAN ZONE 2
13	RAIDH	PORO
14	SOS EXCLUSION	HAUT-SASSANDRA
15	CSCI	TCHOLOGO
16	MIDH	GOH
17	REPSFECO-CI	SUD-COMOE
18	ADC-CI	IFFOU



Sensibilisation pour des élections apaisées en langue malinké au marché de Duekoué

Les communautés et les bénéficiaires satisfaits des résultats et de l'impact de la campagne de sensibilisation



Sawadogo Minata, Animatrice Espaces Amis des Femmes de Guiglo, s'adressant aux jeunes femmes : « Il est temps de penser à vous-même, de plutôt revendiquer votre présence dans les instances de décision du pays, ne laissez pas les gens guider votre conscience. Sans la paix, il n'ya pas de développement ».



Jean Kablan Adje, Président des jeunes Akan, Baoulé et Agnis de Bayota : « Nous les jeunes de Bayota, nous nous engageons à éviter de donner nos vies pour satisfaire un homme politique, nous avons pris conscience qu'il faut s'éloigner des risques ».

Message de sa **Majesté le chef traditionnel de Bedy Goazon** « Nos sincères remerciements au PNUD et à tous les partenaires qui appuient le projet des élections en Côte d'Ivoire ». Je souhaiterais dire à toutes communautés ici présentes « Souvenez-vous de ce que nous avons vécu, et vous projeter sur ce que vous espérez que votre vie soit demain. Ne vous laissez pas manipuler. N'écoutez pas les sons des sirènes »



Koné Bazoumana, Président des jeunes Malinké de Bedy Goazon, merci à nos mamans qui nous ont associé à cette campagne, afin qu'ensemble nous puissions mener l'une des missions les plus nobles qu'elles ont bâti, à savoir la recherche de la paix et de la cohésion sociale.



Ninneho Henriette, Présidente Espace Amis des Femmes de Guiglo : « Chers partenaires, nous voulons vous remercier pour votre appui car grâce à ce soutien, et par nos voix, plus de 10 000 femmes, hommes et jeunes seront sensibilisés sur la prévention de l'incitation à la haine et à la violence en période électorale ».



Marie Florence, étudiante, fille de Guiglo, lors de la causerie éducative à Espaces Amis des Femmes de Guiglo. « Chers parents, chers frères et soeurs, rien de grand ni de beau, ni de parfait ne peut être accompli, dans l'incivisme et l'immoralité. Aimons notre pays, préservons-le pour des générations futures. Chers jeunes, engageons-nous dans cette campagne de sensibilisation sur la prévention de la violence et la médiation des conflits avant, pendant et après les élections, prenons notre destinée en main ».



Présidente Espace Amis des femmes de Bouna : Nous sillonnons les marchés à l'aide de nos mégaphones pour sensibiliser les femmes à la non-violence en cette période électorale. Nous passons les messages en toute les langues locales. Merci au PNUD et à tous ces partenaires qui nous accompagnent dans ce combat de non-violence que nous menons.

Animatrice Espaces Amis des femmes de Bedy Gaozon. Au regard de l'important rôle que jouent les femmes dans la prévention et le règlement des conflits, nous



sensibilisons dans tous les lieux publics sur la paix et le vivre ensemble. En soirée, avons un autre espace de causerie, où nous échangeons sur plusieurs thématiques en lien avec la paix, la prévention de conflit et le vivre ensemble. Grâce à nos voix, nous vivons en harmonie ici à Bedy Gaozon et avons pris des engagements pour qu'il y ait ZERO cas de violence. Jusqu'ici tout se passe bien et c'est l'occasion de remercier tous le PNUD et tous ces partenaires qui nous accompagnent dans cette campagne de sensibilisation.

Des actions concrètes en un clin d'œil

Formation de **250** professionnels des médias sur leur rôle et responsabilités dans la promotion d'un environnement électoral apaisé et sur l'évaluation de l'information Fact Checking

836 médiatrices formées sur la prévention des violences liées aux opérations électorales et les VBG

Formation en gestion démocratique des foules de **75** commandants des forces de l'ordre, des autorités préfectorales, de la CEI et de plusieurs acteurs indépendants

ONE
UN



40 000 animateurs relais, formés sur le guide de sécurisation des élections

18 ONGs sélectionnées et mises à la disposition de la CEI pour sensibiliser dans

17 régions

90 PAD TV diffusés au cours du processus électoral sur l'étendue du territoire

Période de vote **10** PAD Vidéos produits (**4** sur le thème de la paix et **6** sur la gestion des bureaux de vote)

2 200 messages diffusées dans **55** localités

65 insertions presse réalisées



360 affiches de 12m2 sur la thématique des élections apaisées à l'attention des jeunes et des femmes au sein des communautés a été lancée dans

80 localités. Plus de **500 000** personnes atteintes par la campagne avec les radios de proximité dans **55** localités de la Cote d'Ivoire

18,457 Flyers distribués dans **55** localités

pour inciter les populations à voter dans un environnement calme



54 officiers animateurs formés dans l'organisation et le fonctionnement d'un poste de commandement et d'une unité interarmes en opération de sécurisation d'élection

Plus de **15,000** jeunes et femmes sensibilisés dans **6** localités sur les différentes étapes conduisant au vote et à une contribution à un environnement électoral apaisé

6 000 jeunes, élus locaux, leaders communautaires sensibilisés sur la non-violence et les discours de paix en période électorale.

2 000 jeunes et femmes informés sur les avantages et la nécessité d'œuvrer pour un environnement électoral apaisé

100,000 jeunes sensibilisés sur la prévention de conflit via Facebook Live du concept Civisme 2.0

4 800 manuels de formation sur le contentieux électoral produits pour tous les commissaires locaux de la CEI

70 000 manuels de formation produits pour

66 000 membres des bureaux de vote chargés de gérer le scrutin

Pour la gestion du contentieux de la liste électorale **300 000** fiches de réclamations produites

100,000 fiches d'observation et **5 000** modes opératoires produits

Quelques activités en images



Sensibilisation des personnes en situation d'handicap pour leur participation au processus électoral



Causerie éducative sur la prévention de conflit au centre des Espaces Amis des Femmes de Guiglo. Y ont pris part les chefs traditionnels, les associations des femmes et des jeunes



Causerie éducative sur la prévention de conflit et la cohésion sociale à Bedy Goazan



Cérémonie de lancement de la campagne et de plaidoyer à Guiglo. Au programme: animation, allocution, plaidoyer des femmes et remise de kits



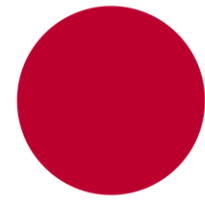
Installations sanitaires Sensibilisation de masse pour les élections apaisées et le vivre ensemble au marché de Duekoue

Quelques productions

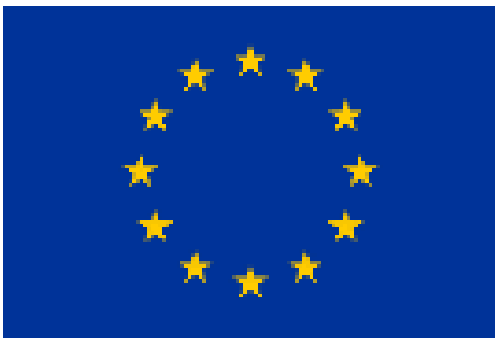




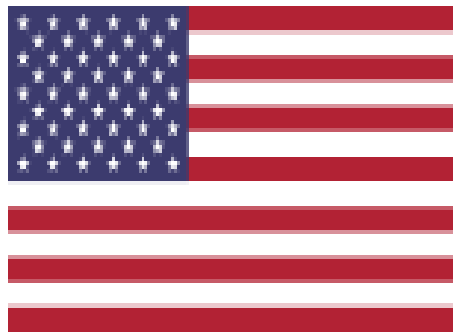
Ils nous accompagnent



Le Japon



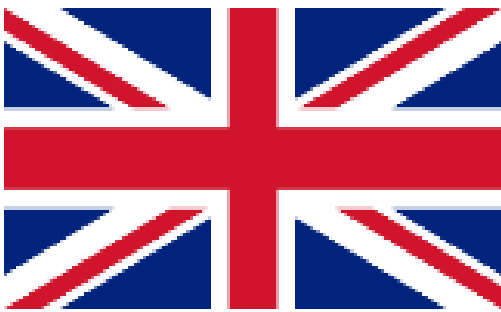
L'Union Européenne



Les Etats Unies d'Amérique



La République Fédérale d'Allemagne



L'Angleterre



La Turquie



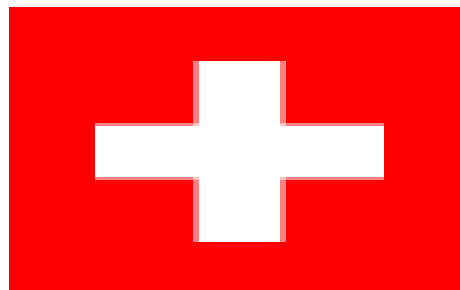
Japan International Cooperation Agency



La France



La Suisse



Le Canada

Equipe de projet et d'édition

Equipe de projet : Said Housseine Bacar, Njikam Clarisse Lobo, Ahoua Emmanuel, Serge Possiti, Amos Tueche, Auguste Adjin, Atoum Thomas, Fodé Camara.

Directeur de publication : Said Housseine Bacar

Rédactrice en chef et conceptrice : Njikam Clarisse Lobo

Contact : (00225) 20 31 74 00

Bureau PNUD Côte d'Ivoire

Angle rue Gourgas et Av. Marchand, 01 BP 1747, Abidjan, Côte d'Ivoire
https://www.ci.undp.org/content/cote_divoire/fr/home/about-us/contact-us.html

Suivez-nous

Site web du PACE :

<https://rci.pace.ec-undp-electoralassistance.org/a-propos/>

Site CMIE :

<https://cei.ci/centre-des-medias-et-de-linformation-electorale-de-la-cei/>

Photos :

<https://www.flickr.com/photos/190475827@N03/albums>

Page Facebook Civisme 2.0 :

<https://web.facebook.com/Civisme20-1131382230234060>

Page Facebook Centre des médias et de l'information électorale :

https://web.facebook.com/CMIECI/?ref=page_internal&path=%2FCMIECI%2F